

L'ÉCO

de la semaine

20 au 26 Janvier 2024

 | 

Sponsors Officiels

   

Sponsors Gold

    

Sponsors Silver

    

  

Partenaires

     

SOMMAIRE

Digitalisation : Une carte d'identité biométrique à partir de quinze ans.....	2
Exploitation aurifère : Le volume de l'or à exporter augmente.....	2
Redressement de la JIRAMA : L'État compte mettre le paquet.....	3
Entrepreneuriat: appui aux entreprises coopératives	3
Connectivité : Le frais d'accès à internet à baisser.....	4
Industrialisation : Le projet Odof arrive à Bekily et Ambovombe	4
Télécommunications : Des Smartphones à des prix accessibles.....	5
Circulation: la RNS1 de nouveau praticable.....	5
Filière riz: une menace bactérienne pour la production rizicole.....	5
Marché des matières premières : Opportunité à saisir pour le graphite malgache.....	6
Analyse : La Banque mondiale diagnostique le secteur pétrolier	7
Agribusiness : Les investissements des pme sollicités	7
Pêche et aquaculture: un besoin annuel de 600 millions d'alevins.....	8
Stock de riz et de PPN : La période de soudure sous contrôle	8
Frédéric Debord : En renouvelant sa licence, Orange Madagascar renforce son engagement	9
Douane : Le Smart scanning s'installe au Port de Toamasina	11
Vie d'entreprises : L'imprimerie Niag certifiée Iso 9000	11
Travail : Le contrôle des travailleurs étrangers à renforcer.....	11
Tourisme : Des mesures prises pour la relance.....	12
Secteur minier : L'accroissement des recettes d'exportations dans le viseur	12
Élevage et agriculture : La production de maïs doit augmenter	13
Projet Apemba: pour l'amélioration de la production agricole malgache.....	13
Transformation et inclusion numérique	13
Filière vanille : Les coopératives autorisées à exporter	14
Énergie : Mobilisation contre les problèmes d'électricité.....	15
Pépinières industrielles : L'Onudi apporte son soutien	15
Fara Rabeson, coach-formateur en entrepreneuriat	16

Digitalisation : Une carte d'identité biométrique à partir de quinze ans

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JANVIER 2024

Adieu les vieilles cartes d'identité en papier. Le pays s'engage désormais dans la course à la transformation digitale et envisage de passer à la distribution d'une carte d'identité numérique pour les Malgaches, à partir de quinze ans.

Une nouveauté. La transformation digitale à Madagascar est en train de franchir un autre palier. Désormais, chaque Malgache sera doté d'une carte d'identité numérique à partir de quinze ans. Cette annonce a été faite par Tahina Razafindramalo, ministre du Développement numérique, de la transformation digitale, des postes et des télécommunications (MNDPT), lors d'une conférence de presse hier.



Ainsi, le processus débutera dès cette année dans plusieurs régions de l'île et se poursuivra jusqu'à ce que « toute la population de quinze ans et plus soit inscrite dans la base de données générale et qu'elle soit en possession de la carte d'identité biométrique », précise Tahina Razafindramalo. La Grande île s'engage ainsi dans ce processus fastidieux que de renouveler les papiers d'identité. Un casse tête auquel certains pays ont dû faire face, tels que la Tunisie ou la Grèce, qui sont récemment passés à la carte d'identité biométrique « obligatoire » à quinze ans. Il est cependant primordiale de passer par cette étape pour réduire les tracasseries administratives et la corruption, comme annoncé dans

le Plan stratégique du numérique de ce quinquennat. De plus, cette carte d'identité biométrique comportera une puce électronique stockant les données de base de chaque Malgache dans différentes bases de données relatives aux services publics, tels que la santé, l'éducation, les services de proximité, etc. La mise en circulation de cette carte d'identité biométrique s'inscrit également dans le cadre de la politique de simplification de l'administration et est menée en collaboration avec la Banque mondiale. « Une fois que les données de l'individu seront enregistrées dans la base de données générale, l'accès à divers services, qu'ils soient publics ou non, sera facilité. Plus besoin de se déplacer, par exemple, pour obtenir un certificat de résidence. Plus besoin de passer des jours au centre d'immatriculation pour obtenir son permis de conduire ou pour se rendre à l'hôpital. Des logiciels seront disponibles à cet effet », explique Tahina Razafindramalo.

Cybersécurité

La vulgarisation de ces cartes d'identité biométriques pourrait susciter des préoccupations, notamment en ce qui concerne l'utilisation des données personnelles qu'elles contiennent. Cependant, il s'agit d'une étape incontournable dans la transformation digitale. « Ce n'est pas une option, c'est une obligation », affirment certaines analyses sur la transformation digitale en Afrique. En ce qui concerne la protection des données personnelles, le projet passera probablement par les deux Chambres pour être validé. Néanmoins, le MNDPT se veut rassurant. Des politiques portant sur la cybersécurité et la cyberdéfense seront mises en place. D'autant plus que les individus consacrent peu de temps à la lecture des politiques de confidentialité des services utilisant leurs données personnelles, et certaines entreprises n'hésitent pas à les utiliser à des fins publicitaires. C'est pourquoi, depuis quelques années, l'État s'est efforcé de mettre en place tous les textes réglementaires concernant la protection des données personnelles. « Cela signifie que des sanctions seront appliquées en cas de non-respect des clauses de confidentialité ou d'utilisation abusive des données personnelles ».

Exploitation aurifère : Le volume de l'or à exporter augmente

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JANVIER 2024

De l'or et des devises, l'État garnit sa trésorerie. Elle semble loin l'époque où les exportations aurifères étaient au point mort. Les autorités se lancent désormais un défi audacieux, celui d'augmenter le volume des exportations de l'or. Ainsi, la Grande île pourra désormais exporter jusqu'à quinze tonnes par an contre à peine plus de dix tonnes pour la période comprise entre 2016 et 2020. Ces années pendant lesquelles les exportations aurifères du pays se sont estompées et ce, jusqu'en 2023 où le gouvernement a décidé de la reprise effective des exportations aurifères. Maintenant que la filière a été « assainie », du moins sur le plan administratif où certains rouages de la chaîne d'approvisionnement et de sortie du métal jaune ont été allégés, le défi est de taille mais reste sensible. L'exécutif table aussi sur des recettes en devises de 900 millions de dollars, soit plus de 44 100 milliards d'ariary si l'on se réfère au contenu de la Politique générale de l'État couchée sur papier dans le compte rendu



du Conseil des ministres. Seulement, ce geste de l'État peut être interprété comme une volonté de remettre à nouveau sur les rails la filière aurifère, mais aussi pour stabiliser la monnaie nationale via les rentrées en devises. Auparavant,

avec un système quasi-obsolète et des réglementations floues, le rapatriement de devises était dérisoire. Si l'on croit les chiffres fournis par l'administration minière et la Cour des comptes dans un rapport public datant de 2022, « En contrôlant les déclarations d'exportation d'or faites par Madagascar, et les déclarations d'importation y provenant entre 2018 et 2021, la Cour des comptes a constaté un écart de 4,5 tonnes, soit l'équivalent de 772 milliards d'ariary de pertes en devises ». Des pertes gargantuesques contre des ressources non renouvelables qui partent à vau l'eau ! Les acteurs de la filière, ainsi que les observatoires

de la société civile espèrent ainsi un contrôle plus poussé de ce secteur d'activité, évitant ainsi que des ressources telles que l'or s'évaporent dans la nature. Quoi qu'il en soit, l'administration minière semble plus que jamais déterminée à garder la filière et garantir le rapatriement de devises. C'est d'ailleurs une des conditions imposées pour l'obtention d'un agrément de comptoir. Les services publics concernés par l'exportation aurifère sont aussi regroupés au guichet unique d'exportation de l'or à Ivato pour garantir de la manière la plus optimale possible le rapatriement de devises dans les plus brefs délais.

Redressement de la JIRAMA : L'État compte mettre le paquet

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JANVIER 2024

À tout prix ! Plus budgétivore et énergivore chaque jour, il faut avouer que les pertes de la Société nationale d'eau et d'électricité (Jirama) sont abyssales. Le redressement de celle-ci est devenu plus que jamais un impératif si le pays veut entrevoir une éclaircie et sortir du cercle vicieux des coupures d'électricité et d'eau. Ces dernières qui sont désormais le pain quotidien de plusieurs quartiers de la capitale, pire, du pays. « Il faut tout faire pour redresser la Jirama qui siphonne une part considérable du budget de l'État. Des fonds qui pourraient servir pour d'autres projets de développement », peut-on lire dans le dernier rapport du Conseil des ministres mercredi. L'état des lieux établi, il ne reste plus qu'à trouver des solutions adéquates. Comment s'y prendre avec une société qui fait face à des pertes se chiffrant à des centaines de milliards d'ariary ? Les points névralgiques dénoncés comme étant à l'origine de ces pertes de la Jirama sont divers et nombre de responsables ont tenté de rectifier le tir sans jamais arriver à des résultats concluants. Actuellement, les autorités envisagent donc de prendre les problèmes de la Jirama à bras le corps. Le premier de ceux-ci porte sur l'équilibre opérationnel même de la Jirama. « Pour son redressement, la Jirama essaie déjà de réduire ses dépenses et augmenter ses recettes. Il y a réellement un écart entre ces deux aspects de la trésorerie de la société qui font en sorte que celle-ci perde considérablement de l'argent depuis des années », explique un responsable au ministère de l'Énergie et des hydrocarbures. Pour réduire ces dépenses de la Jirama,

les autorités misent sur la transition énergétique, décrite comme le cheval gagnant dans la course à l'énergie, du moins constituer un mix énergétique équitable en faveur de la population et de la Jirama.

L'envers du décor

Les techniciens en frontline s'accordent sur le fait que ce sont les énergies fossiles en l'occurrence, le fuel qui ont mis à terre la Jirama jusqu'à maintenant. « À l'heure actuelle, les énergies renouvelables ne constituent que 40% des produits distribués aux clients, le reste est constitué par les énergies thermiques. Les coûts d'achats de fuel sont relativement élevés en raison de leur dépendance aux prix du pétrole à l'international. Ce qui fait que nous devrions de facto réduire la dépendance aux énergies thermiques », explique notre source. Madagascar envisage d'ailleurs un mix énergétique constitué à 80% d'énergies renouvelables d'ici 2030 si l'on se fie aux projections du gouvernement en termes de politique de l'énergie. La vétusté du réseau de distribution et la saturation de celui-ci viennent ajouter une couche supplémentaire aux problèmes de la Jirama. Seulement 70% des produits de la Jirama arrivent à destination en raison des pertes techniques générées par ces phénomènes, jointes aux installations électriques illicites. L'hybridation de centrales thermiques ainsi que l'installation de parcs solaires dans soixante-dix-huit districts à travers toute l'île constitue une solution idoine. « 47 parcs solaires devront être installés avant le 26 juin 2024 », fait-on savoir. Un pari audacieux, mais le jeu en vaudra peut-être la chandelle.

Entrepreneuriat: appui aux entreprises coopératives

LUC ANDRINIAINA | LES NOUVELLES | 20 JANVIER 2024

«Les coopératives sont les principaux leviers et partenaires du ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) dans la mise en œuvre du programme zone pépinière industrielle», selon la directrice de la promotion de l'entrepreneuriat au sein du MICC, Irène Andriamaneho. Dans cette optique, le MIC lance le projet Cooperative Ecosystem and Social Inclusion (Cesi), en coopération avec la National Cooperative Business Association / Cooperative League of the United States of America (NCBA CLUSA).

«L'objectif étant d'appuyer et d'améliorer l'entrepreneuriat coopératif», informe le MIC. Financé par le gouvernement américain à travers l'USAID, Cesi sera mis en œuvre pour une durée de 5 ans, soit jusqu'en septembre 2028 et « vise à renforcer le savoir-faire et perfectionner l'entrepreneuriat coopératif », a expliqué le MICC, soulignant au passage que « ce projet permet de continuer et améliorer les programmes de développement des coopératives à travers des critères mis en place ».

Connectivité : Le frais d'accès à internet à baisser

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JANVIER 2024

L'État compte rendre les coûts d'internet plus abordables et augmenter le nombre d'utilisateurs. On compte ainsi baisser les prix à moins d'un dollar.

Toujours plus bas. Les prix d'internet, bien que relativement en dessous de la moyenne africaine sont quasi-inabornables pour une grande partie de la population du pays. L'État compte ainsi diminuer les coûts d'internet, notamment ceux du giga mobile pour les mois à venir. D'après les explications fournies par le ministère du Développement numérique, de la transformation digitale et des postes, la Grande île vise à réduire "au plus bas possible" les prix d'internet.



Ainsi, les coûts seront négociés pour atteindre "Moins d'un dollar" comme l'indique Tahina Razafindramalo, ministre du Développement numérique, de la transformation digitale et des postes. Selon le membre du gouvernement, des négociations auraient déjà été engagées dans ce sens entre l'État et les opérateurs œuvrant dans le pays. "En 2021 à Madagascar, le coût de l'internet était de 3,5 dollars le giga mobile. Les années suivantes, jusqu'en 2023, nous étions à 1,5 dollars et cette année, nous allons essayer de faire

baisser ces coûts en dessous de 1 dollar", explique-t-il. Selon les chiffres publiés par "We Are Social" et Kepios qui ont réalisé une étude sur l'usage d'internet dans le pays, 22,3% de la population malgache est connectée à internet.

Libéralisation

Malgré la qualité et le débit des services internet dans le pays (30,27 mb/s de débit médian), cela ne suffit pas, surtout en termes de connectivité à grande échelle. Les tarifs proposés par les opérateurs sont loin d'être abordables pour la majorité. Actuellement, la Grande île recense près de 4 millions d'utilisateurs de l'internet mobile. La mise en place d'une connectivité plus poussée sera peut-être l'occasion de vulgariser l'utilisation de celui-ci. "Notre but est de doubler le nombre des usagers d'internet sur les cinq prochaines années. Ce que l'on souhaite pour les années à venir c'est d'avoir 50% d'utilisateurs d'internet", confie le ministre du Développement numérique. Libéralisation. L'heure est au dynamisme et à la libéralisation du secteur. Certains opérateurs se sont d'ailleurs lancés dans l'achat de plusieurs licences globales. Un engagement plus poussé, mais aussi toute une acrobatie vis à vis des opérateurs. "Comme je l'ai dit, j'aimerais baisser jusqu'à deux centimes de dollars les prix d'internet, mais je ne pourrais pas dire à Orange ou à Airtel d'investir des millions de dollars en licence puis mettre en place 5000 kilomètres de fibre optique alors qu'un kilomètre coûte 15 000 dollars. Ce serait des millions d'investissement en plus", confirme le MNDPT. Par ailleurs, la libéralisation est aussi un des moyens de faire baisser les coûts d'internet. Parlant de licences globales, un troisième opérateur serait autorisé à déployer la fibre optique. Une preuve que la libéralisation du secteur Télécom, bien qu'encore sujette à de nombreux débats, devient de plus en plus effective.

Industrialisation : Le projet Odof arrive à Bekily et Ambovombe

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JANVIER 2024

Cap sur le Grand Sud. La nouvelle année démarre fort car, c'est l'Industrialisation qui vient au service de la résilience et de l'autosuffisance alimentaire dans la Région Androy. Le choix n'est pas fortuit. Cette fois-ci, c'est au tour de deux districts de la région d'acquérir des unités de transformation industrielles. Il s'agit des districts d'Ambovombe et de Bekily. Lesquels ont respectivement reçu une usine de production de farine ainsi qu'une huilerie. Ces deux localités de la région Androy pourront ainsi transformer localement leurs produits, à l'instar de ceux qui ont déjà reçu leur usine dans le cadre du projet One District, One Factory (Odof) du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Les principales denrées à transformer par ces unités industrielles sont le manioc, pour en faire de la farine, mais aussi des arachides, pour en extraire de l'huile. Pour les responsables locaux, l'acquisition de ces machines contribuera à la création d'emploi. D'un autre côté aussi, cela allégera une grande partie des soucis financiers et alimentaires de la population, dans des régions considérées jusqu'ici comme moins productives.

Lueur d'espoir

Ratohandrana Prior, Directeur des infrastructures et du développement dans la région Androy le confirme : "Cela montre la volonté de l'État de venir soutenir les populations



du Sud. Nous espérons que l'acquisition de telles unités industrielles changera la donne dans la région. Cela permettrait de transformer le manioc en farine et d'en faire une multitude de produits pour lutter contre l'insécurité alimentaire qui mine la population d'ici". Une lueur d'espoir donc, qui plus est, destiné également à soutenir la population pour qu'elle puisse également se tourner vers le commerce en dehors de ces localités. À Bekily, les coopératives n'ont pas caché leur joie et enthousiasme quant à l'obtention d'une huilerie. "Nous n'avons plus besoin

d'aller à Toliary pour transformer nos produits. Nous sommes reconnaissants vis à vis du gouvernement et du ministère de l'Industrialisation", explique Clarisse, trésorière auprès de la coopérative "Mandroso". Des propos qui trouvent écho auprès des producteurs de la localité. "Les difficultés que nous avons rencontrées jusqu'ici feront désormais partie du passé", confie un paysan à la réception de cette nouvelle

unité. Ces nouvelles unités pourront générer annuellement près de 70 000 tonnes de produits transformés. Comme pour toute nouvelle installation industrielle dans un district, un appel d'offres sera lancé pour les coopératives et tout entrepreneur voulant participer à la gestion de ces nouvelles usines.

Télécommunications : Des Smartphones à des prix accessibles

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JANVIER 2024

Le système « mora » ou des prix de vente abordables devient la marque de fabrique de l'actuel régime. Après le riz, les appartements, et les branchements de l'électricité, voilà des Smartphones « mora » qui seront déversés sur le marché. L'annonce a été faite vendredi par Tahina Razafindramalo, ministre du Développement numérique, de la transformation digitale, des postes et des télécommunications, lors d'une conférence de presse tenue à Antananarivo. Son département va s'y atteler au profit de 900 000 personnes, sous forme de subvention. Ce, en collaboration avec le ministère de l'Économie et des finances. Le projet Decim financé à hauteur de 400 millions de dollars par la Banque mondiale, approuvé au mois d'avril 2023, contribuera à doubler l'accès à l'énergie de 33,7% à 67% à Madagascar et à ajouter 3,4 millions d'utilisateurs d'Internet supplémentaires pour promouvoir l'inclusion socio-économique. « Le coût d'un Smartphone à Madagascar demeure un écueil pour l'inclusion numérique de sa population », soutient le ministre Tahina Razafindramalo. Pour un Smartphone de base, comprenant

des fonctionnalités au-delà des appels téléphoniques et de l'envoi de messages texte, le prix d'achat est évalué à 32 dollars, l'équivalent de 145 000 ariary avec le taux de change actuel. Ce qui est très cher par rapport au pouvoir d'achat des Malgaches puisque ce prix représente 87% du Revenu national brut (RNB), par habitant de la Grande île, si l'on se réfère aux indications du Plan stratégique du numérique 2023-2028. L'exposé des motifs du Decim précise ses ambitions. « Cet objectif sera atteint grâce à des investissements ciblés explorant les synergies entre les deux secteurs, rendus possibles par des réformes cruciales. Au moins 10 millions de personnes, dont 2 000 000 de ménages et plus de 150 villages de communautés mal desservies, auront accès à l'électricité. Le projet permettra également à 3 400 000 nouveaux utilisateurs d'Internet et connectera quelque 2 000 centres de santé et écoles aux énergies renouvelables et aux services numériques ». Cette synchronisation va permettre ainsi un progrès social et économique important.

Circulation: la RNS1 de nouveau praticable

FAHRANARISON. | LES NOUVELLES | 22 JANVIER 2024

Fermée depuis samedi matin, la RNS1, reliant Antananarivo à Tsiroanomanidy, au niveau d'Antanetimboahangy, est rouverte à la circulation le soir même. Grâce à l'intervention rapide de l'équipe de la Direction d'appui aux urgences du ministère des Travaux publics (MTP), le pont modulaire (PK 104+800) a été réparé rapidement. Les travaux ont tout de suite commencé dès l'arrivée des pièces du pont modulaire sur les lieux. Outre l'installation de ces équipements, les travaux incluaient également le remplacement de

l'ancienne rampe d'accès et le renforcement de l'ensemble de la structure. Ce pont modulaire a été endommagé suite aux précipitations de ces derniers jours. Les eaux ont emporté certains éléments de l'infrastructure, selon les précisions. Le MTP n'a pas manqué d'adresser toute sa reconnaissance aux responsables locaux, civils et militaires, qui ont collaboré avec ses agents dans la régulation de la circulation sur les lieux.

Filière riz: une menace bactérienne pour la production rizicole

ARH. | LES NOUVELLES | 22 JANVIER 2024

La « bactériose vasculaire du riz (BLB) » est présente à Madagascar. Cette maladie causée par le « Xanthomonas oryzae pv. oryzae (Xoo) » pourrait détruire jusqu'à 70% de la production rizicole.

Au cours d'une mission d'échantillonnage en décembre 2019 dans le Vakinankaratra, les chercheurs du Centre national de la recherche appliquée au développement rural (Fofifa) et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), ont identifié la BLB. Jusqu'ici, cette maladie dévastatrice pour les cultures de riz, bien connue en Afrique de l'Ouest et en Asie, n'a jamais été détectée à Madagascar. Elle touche aussi bien le riz irrigué que le riz pluvial. Le

rendez-vous mensuel «Rencontre avec un chercheur», organisé par l'IRD à l'Institut français de Madagascar (IFM) à Analakely, samedi, a abordé le thème «La bactériose vasculaire du riz : une nouvelle menace pour la riziculture à Madagascar». A cette occasion, le Dr Herinjaka Raveloson, chercheur en phytopathologie au Fofifa Antsirabe, a fait le point sur cette bactérie, ses symptômes se manifestent dès le semis ou au moment de la floraison du riz. Dans les deux cas, la BLB migre vers la nervure centrale de l'épi de riz.

Au fur et à mesure que la maladie se développe, les feuilles brûlent et cela compromet le développement des grains de riz. Ce chercheur parle d'une «destruction jusqu'à

70% de la production rizicole», alors que le «rendement moyen des riziculteurs malgaches tourne autour de 3 tonnes à l'hectare». A titre d'exemple, un riziculteur dans le Vakinankaratra a été obligé de replanter toutes les surfaces de ses rizières puisque la BLB a été détectée sur les plantules de riz, juste avant le repiquage. «Jusqu'à ce jour, nous avons identifié la BLB dans les régions Analamanga, Vakinankaratra, Menabe, Alaotra Mangoro. Des échantillons nous ont également été envoyés des régions Diana et Anôsy», a indiqué le chercheur du Fofifa qui annonçait également une descente à Marovoay.

Choisir des semences saines

D'après Mathilde Hutin, chargée de recherche à l'IRD, «cette maladie est présente dans l'Afrique de l'Ouest depuis les années 1980 et jusque-là, je n'ai jamais vu une incidence aussi importante de la maladie». Elle a souligné que «ses collègues en Tanzanie rapportent le même type de symptômes avec la même gravité : nous sommes sur une épidémie récente». «A ma connaissance, il n'y a pas

de traitement chimique assez efficace, du moins jusqu'à l'heure actuelle, pour éviter la propagation de cette maladie et nos recherches n'ont pas encore trouvé de variétés de riz résistant à cette maladie», a confié le chercheur de l'IRD. «Mais nous poursuivons actuellement les recherches, car pour nous, chercheurs, développer et générer une variété résistante va prendre plusieurs années, trois ans au minimum», a indiqué le Dr Herinjaka Raveloson. Les chercheurs du Fofifa et de l'IRD essayent de déterminer le mode de propagation de cette bactérie. Ils supposent que les semences et les mauvaises herbes sont les premiers facteurs de contagion, au même titre que l'eau. «Au cas où la BLB toucherait le riz, nous proposons aux riziculteurs de ne plus utiliser les semences contaminées de la saison précédente et changer de semences. Il faut aussi enlever les mauvaises herbes et nettoyer le champ dans son ensemble», a expliqué notre interlocuteur. Néanmoins, il faut savoir que les maladies bactériennes touchant les plantes n'ont pas de conséquences néfastes sur l'être humain.

Marché des matières premières : Opportunité à saisir pour le graphite malgache

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 JANVIER 2024

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, premier producteur mondial de graphite, pourrait bien être le tremplin sur lequel d'autres acteurs de l'exportation de ce minerai, dont Madagascar, vont rebondir.

Depuis l'annonce de la limitation des exportations de graphite chinois par le gouvernement de Pékin, pour des raisons de « sécurité nationale », les géants de la construction automobile se tournent désormais vers l'Afrique pour garantir leurs chaînes d'approvisionnement. Depuis décembre, la Chine freine ses exportations de graphite en réponse à une série de mesures de restrictions à l'exportation vers l'empire du milieu de « semi-conducteurs et de machines utilisées pour leur fabrication », décrétées par le gouvernement américain.



Les spécialistes en minéraux critiques ainsi que ceux du commerce du graphite ont prédit « un impact positif immédiat » pour les autres pays producteurs de graphite en Afrique à la suite de la mise en vigueur de cette décision. Ainsi, les yeux sont désormais rivés sur Madagascar et d'autres pays comme le Mozambique et la Tanzanie. Du côté des géants de la construction de voitures électriques, cela permet, entre autres, de « garantir des chaînes d'approvisionnement stables et de ne pas perturber les activités économiques liées au graphite ». Les acheteurs internationaux commencent à s'intéresser au marché

africain et à y jeter les jalons d'une nouvelle collaboration.

Intérêt

Il s'agit là de l'occasion rêvée de mettre le pied au plancher quant à la production et l'exportation de graphite pour la Grande île chez qui plusieurs compagnies comme Nextsource Materials ou encore Tirupati Graphite essayent d'augmenter leurs productions annuelles. Aujourd'hui, des pays comme la Corée du Sud, un des géants mondiaux dans la fabrication de batteries lithium-ion, n'ont pas manqué d'exprimer leur intérêt pour le graphite malgache. Des missions menées en août dernier ont suscité l'opinion publique sur l'intérêt que les compagnies et les autorités sud-coréennes portent sur ce minerai stratégique. Elles sont prêtes à émettre des investissements conséquents dans le pays. En septembre dernier, c'est le géant coréen POSCO International corp. qui propose à Nextsource Materials Inc, société exploitant le graphite dans sa mine de Molo à Fotadrevo, d'acheter du graphite produit dans ses mines. « 30 000 tonnes de concentré de graphite par an et 10 à 15 000 tonnes de Graphite Sphérique Purifié (SPG) au cours des dix prochaines années », avait-on indiqué. D'autres multinationales à l'image de POSCO sont, elles aussi, prêtes à parier sur le graphite de la Grande île qui se place quand même au second rang mondial en termes de production de graphite naturel derrière la Chine. L'empire du milieu concentre près de 80% de la production minière mondiale avec près de 870 000 tonnes produites par an. Bien que les exportations de la Grande île soient encore loin de dépasser ce cap, il existe une réelle opportunité d'évoluer pour le graphite malgache. À rappeler que le graphite, en plus d'être un incontournable des salles de classe (utilisé dans la fabrication des mines de crayons) est aussi un minerai critique qui s'avère essentiel dans l'industrie automobile et les technologies de pointe. Ce minerai participe à la fabrication des batteries pour les véhicules électriques. À l'unité, ils ont besoin en moyenne de cinquante à cent kilos de graphite pour constituer une anode. Depuis décembre, l'application de ces restrictions des exportations chinoises change la configuration générale des échanges de graphite à l'échelle internationale.

Analyse : La Banque mondiale diagnostique le secteur pétrolier

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 JANVIER 2024

Des remarques désobligeantes de la part de la Banque mondiale. Dans une récente étude sur la gestion et le mécanisme des prix du carburant en vigueur. La Banque mondiale énonce que « il est inhabituel pour un pays importateur de carburant que son gouvernement continue de participer au capital des compagnies actrices du secteur pétrolier, surtout que Madagascar s'est déjà engagé à le libéraliser ». Pourtant, la privatisation du secteur pétrolier aval a été considérée comme l'une des plus belles réussites de Didier Ratsiraka à son retour au pouvoir en 1997. Il a accepté de céder le patrimoine de la Solima aux quatre enseignes présentes aujourd'hui sur le marché. L'une d'elle a attendu le dernier moment du dépouillement des appels d'offres au ministère de la Privatisation de l'époque pour se manifester. Il reste que, selon la liste des sociétés d'État ou à participation de l'État, inventoriées par le ministère de l'Économie et des finances, MEF, « l'État détient 31% des actions de la Logistique pétrolière. Sa participation est de 10,07% auprès de la Galana distribution pétrolière et de 10% auprès de la Galana raffinerie terminal. L'État est également actionnaire à hauteur de 6,12% dans la compagnie Jovena, 20,56% dans TotalEnergies marketing Madagasikara, 20% dans Vivo Energy et 5% dans Madagascar oil company. »

Fixation des prix

Mais cette présence, selon les déductions de la Banque mondiale, « n'a qu'une faible influence sur les prix du carburant. » Elle estime dans son étude que « l'impartialité



de l'Office malgache des hydrocarbures, OMH, pourrait être favorisée en cédant les participations de l'État dans ces sociétés pétrolières ». Ce, afin d'appuyer l'application de la loi sur la libéralisation du secteur pétrolier aval, en ayant pour objectif d'améliorer les conditions du marché. Ce qui ne peut que rejoindre ce qui a été convenu avec le Fonds monétaire international, FMI, par le gouvernement. L'instauration d'un système automatique de fixation des prix du carburant, au plus tard au premier trimestre de cette année. Une de ces conditionnalités pour débloquent les 24,4 millions de DTS, la dernière tranche de la Facilité élargie de crédit, FEC, que le gouvernement espère déverser comme aides budgétaires. Encore une faveur du FMI en cas d'acceptation.

Agribusiness : Les investissements des pme sollicités

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 JANVIER 2024

Une autre voie vers la facilitation des investissements. Les entreprises opérant dans le domaine de l'Agribusiness se verront désormais appuyées à travers le projet de Pôles intégrés de croissance 3 (PIC 3). Un appel à projets d'investissements privés dans l'Agribusiness a été lancé dans l'optique de « soutenir la reprise et la croissance des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat ».



Le ministère de l'Agriculture et de l'élevage emboîte ainsi le pas pour stimuler la croissance de l'entrepreneuriat qui n'est pas encore exploité à son plein potentiel. « Madagascar Business and Investment Facilitation », MBIF, est un projet qui vise justement à booster le poids des investissements. À en croire le département en charge de l'Agriculture, cette initiative sera lancée dans différentes régions de la

Grande île avec plus ou moins des résultats attendus qui dépendent des besoins spécifiques de chaque région. Le programme consiste à allouer, sur une base compétitive, des fonds de contrepartie destinés à soutenir des projets d'investissements privés structurants dans le secteur de l'Agribusiness dans les zones d'intervention du PIC 3. Les ramifications du projet sont diverses, cela va de la transformation de produits comme le cacao, le miel, les huiles essentielles et des produits de rente plus classiques comme le girofle. Bref, différents secteurs d'activités qui ont été priorisés suivant les besoins spécifiques de neuf régions héelées par le projet PIC 3. Les financements, dont bénéficieront les petites et moyennes entreprises éligibles à ce projet d'investissement privé, seront des financements en contrepartie. Comme l'explique Ladislas Adrien Rakotondrazaka, coordonateur national du projet PIC 3, « ce seront les producteurs qui seront appuyés à travers ces financements pour augmenter le rendement. Les fonds nécessaires pour financer les activités des entreprises seront, quant à eux, alimentés par celles-ci. Les financements seront donc plus axés sur les investissements se rapprochant des secteurs publics et semi-publics », explique-t-il lors de la restitution des projets éligibles au projet MBIF. Par rapport à ces activités, le ministère de l'agriculture précise que « le montant minimum de financement apporté par le Projet PIC est de USD 50 000. Le plafond qui peut être accordé à un projet donné est de 450 000 dollars », indique-t-on.

Pêche et aquaculture: un besoin annuel de 600 millions d'alevins

ARH. | LES NOUVELLES | 23 JANVIER 2024

Madagascar est confronté à un besoin croissant d'alevins, pour soutenir son secteur de la pêche et de l'aquaculture. Actuellement, « la capacité de production d'alevins dans le pays, est de 40 millions, bien en deçà de la demande annuelle de 600 millions d'alevins », informe-t-on auprès du ministère de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB).

40 millions d'alevins par an, sont produits dans tout Madagascar. Tilapia de l'Est, qui a reçu la délégation du MPEB le week-end, contribue à cette production annuelle. Cette société vient d'installer sa deuxième écloserie à Brickaville, dans la région Atsinanana, comportant une trentaine de bassins piscicoles sur une peu plus de 14 hectares de terrains et pouvant produire jusqu'à 15 millions d'alevins par an. « Le marché est encore vaste et beaucoup de surfaces restent disponibles pour les porteurs de projets, désirant investir dans le secteur, en particulier dans la production d'alevins », a signifié le ministre de la Pêche et de l'économie bleue, Paubert Mahatante, à Brickaville. Mais, à en croire ce membre du gouvernement, la production

d'aliments pour poissons, demeure insuffisante. « C'est un point que nous devons développer davantage », a-t-il souligné.

Zones d'émergence piscicoles

En effet, le MPEB prend activement part à l'identification de zones potentielles propices à l'installation de « Zones d'émergence piscicoles (ZEP) ». Cette initiative vise à développer davantage la capacité de production d'alevins dans le pays, pour répondre à la demande croissante en poisson. La création d'une douzaine de ZEP au programme cette année, démontre l'engagement du gouvernement à stimuler le secteur de la pêche et de l'aquaculture et favoriser la croissance de l'industrie. D'ailleurs, c'est la raison de cette visite dans les districts de la région Atsinanana ayant pour objectif d'identifier des zones potentielles propices à l'installation des ZEP, suivant la vision de développement de l'aquaculture à Madagascar. Celle de la région Analamanga à implanter à Ambatofotsy Atsimondrano, devrait être opérationnelle d'ici un mois.

Stock de riz et de PPN : La période de soudure sous contrôle

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 JANVIER 2024

Les stocks pour les Produits de première nécessité suffisent à approvisionner la Capitale en cette période de soudure. Les commissaires du commerce veillent, en effet, au grain, contrôlant les prix et la disponibilité des produits pour la Capitale.

Rien à craindre. Les consommateurs s'en voient rassurés, il n'y a aucun risque de pénurie en termes de Produits de première nécessité. En effet, les stocks censés approvisionner la Capitale sont largement suffisants au vu du remplissage dans les hangars et entrepôts auprès desquels les grossistes de la Capitale se fournissent. Hier, une délégation du ministère de l'Industrialisation et du commerce a effectué une descente auprès des dépôts de particuliers et des marchés aux alentours d'Antananarivo pour s'assurer que les stocks de PPN sont suffisants, notamment en cette période de soudure où les pluies lancinantes et les intempéries mettent les routes en piteux état. Le moins que l'on puisse déduire, c'est que la période de soudure est sous contrôle. Anosizato, chez le dépôt d'un particulier, les dockers ne chôment pas et les chargements de marchandises à distribuer auprès des grossistes se font au pas de course. Les agents du MIC sur terrain, sillonnant les entrepôts et les stores, font le constat, « Comme vous pouvez le constater, les stocks de PPN sont suffisants, les consommateurs n'ont rien à craindre par rapport à l'accessibilité à ces denrées », confie Laurencia Razanadrakoto, directrice de la Protection des consommateurs auprès du MIC. Le sucre, l'huile végétale, les produits de consommation courante et surtout le riz ne manquent pas dans ces vastes halls d'entreposage. Cette descente des responsables du commerce n'est pas fortuite. En effet, c'est la période de soudure, un moment de tous les possibles avec l'état des routes ainsi que les manipulations

des prix sur le marché. En effet, dans les marchés de la Capitale, les prix du riz sont plus ou moins stables, cela dépend des grossistes et des conditions.

Concurrence déloyale

Les descentes sur les grands marchés aux alentours d'Antananarivo étayent cette piste. Les prix du riz local auprès des grossistes restent stables. Auprès d'un grossiste à Anosibe, par exemple, le prix du Makalioka est de 2 920 ariary le kilo, la variété de Manalalondo, quant à elle, est à 3000 ariary le kilo. Chaque jour et ce, depuis une semaine, les agents du MIC prospectent les marchés de la Capitale pour contrôler les prix du riz et sa disponibilité. L'objectif de ces descentes est de contrôler les prix, mais aussi d'identifier de potentielles irrégularités dont le commerce de PPN fait l'objet. Hier, des commerçants du marché d'Anosibe ont été pris la main dans le sac, sans les documents attestant de la provenance du riz, ou encore en train de trafiquer le riz distillé par le State Procurment of Madagascar qui est censé être vendu à moindre coût. Le pain quotidien pour les commissaires du commerce qui luttent sans relâche contre ce genre d'exploitation. Ce n'est qu'un exemple de ce qui se produit dans les grands marchés de la Capitale où les consommateurs sont les victimes de certaines combines effectuées par des commerçants mal intentionnés. « Bien que nous sommes dans le libéralisme économique, les irrégularités au niveau du commerce ne seront jamais tolérées. Chacun est libre de fixer leur propre prix, toutefois, cela ne doit pas se faire au détriment du consommateur. Des dispositions seront prises par le ministère du Commerce pour sanctionner comme il se doit ceux qui ne respectent pas les réglementations en vigueur », souligne Fanomezantsoa Natolotriniana Herizo, directeur régional de l'Industrialisation et du commerce d'Analamanga.

Frédéric Debord : « En renouvelant sa licence, Orange Madagascar renforce son engagement en faveur du développement de Madagascar pour les années à venir »

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 JANVIER 2024

Dans le sillage de la célébration de ses 20 ans, et de son engagement en faveur du développement de Madagascar, Orange Madagascar annonce avoir renouvelé sa licence d'opérateur en télécommunications dans le cadre des nouvelles réglementations en vigueur à Madagascar. Entretien avec Frédéric Debord, Directeur Général d'Orange Madagascar.

Orange Madagascar a acquis la nouvelle licence globale en télécommunications à Madagascar. Dans les faits, que vous apporte cette licence ?

Nous croyons fermement en Madagascar et en son potentiel. Raison pour laquelle nous avons fait le choix de continuer à investir lourdement dans la Grande île pour les prochaines années. Vous le savez l'ancienne licence que nous avions, allait arriver à son terme. Nous travaillons depuis plusieurs mois avec l'autorité de régulation des télécommunications, et le ministère de tutelle, autour des différentes démarches nécessaires pour le renouvellement et l'élargissement de la licence d'Orange Madagascar. Cette nouvelle licence, qui entre dans le cadre des nouvelles réglementations en vigueur à Madagascar, permet à Orange Madagascar d'exploiter les technologies existantes telle que la 4G, la 5G ou encore la fibre optique. Orange est fier d'être le premier opérateur à souscrire à cette licence globale qui donne un souffle nouveau à la concurrence à Madagascar. Ainsi Orange Madagascar écrit une nouvelle page, et renouvelle surtout son engagement d'acteur majeur dans le développement du pays et continuera à proposer à la population et aux entreprises des services de télécommunication conformes aux meilleurs standards internationaux, spécialement développés au niveau du Groupe Orange



Vous nous dites que l'avenir est assuré avec la nouvelle licence. Mais si nous regardions en arrière, quel bilan tirez-vous des dernières années d'Orange Madagascar ?

Depuis deux ans, nous avons mis un coup d'accélérateur à notre objectif de connecter les populations des zones rurales et éloignées, en investissant dans nos infrastructures réseau pour déployer des centaines de nouveaux sites, loin des grandes villes. Des investissements considérables ont été consentis pour densifier notre réseau, au profit des usagers. Pour 1000 Ar de revenus, Orange Madagascar a réinvesti plus de 400 Ar dans ses infrastructures sans aides ni subventions. Sur ces deux dernières années, le nombre

de nos sites techniques a augmenté de 60% dans l'objectif d'améliorer significativement la couverture Orange dans tout Madagascar, et absorber les usages internet en constante progression. C'est aussi dans cet esprit que nous avons augmenté nos capacités de transmission en propre, et mis en place un nouveau backbone Nord, afin de sécuriser et améliorer la qualité des services numériques à Madagascar. Orange Madagascar s'est également préparé au déploiement de la technologie 5G, et a mis en place à Antananarivo un Orange 5G Lab. Tous ces investissements se poursuivront encore dans les prochaines années dans le cadre de l'ambition d'Orange Madagascar de devenir le principal fournisseur de services numériques à Madagascar, en connectant l'ensemble de la population au réseau Orange.

En termes de coût en revanche, celui d'internet reste un vrai débat à Madagascar, et l'État compte réduire les coûts d'internet en prônant un internet ouvert.

Le coût de l'internet est un sujet qui n'est pas nouveau. Nous y sommes sensibles. Depuis plusieurs années, le client a le choix entre plusieurs offres et services chez Orange Madagascar. Il peut facilement trouver une offre adaptée à la fois à ses besoins, et à son porte-monnaie. Quel que soit son budget. C'est notre force. Dans le même temps, l'État compte en effet rendre les coûts de connexion plus abordables pour un internet ouvert, non limité aux réseaux sociaux, en réfléchissant notamment sur la mise en place d'un prix plancher sur la Data. Nous avons déjà commencé à travailler sur le sujet. Les usages internet évoluent et s'ouvrent de plus en plus en dehors des réseaux sociaux. Clairement, Orange Madagascar souhaite encourager à travers ses propositions d'offres et services, un accès à un ensemble d'applications ou de contenus, notamment éducatifs. Ces contenus sont un facteur clé de développement pour Madagascar et donneront plus de possibilités aux entreprises malgaches pour innover et se développer. Des offres sans limite de contenu permettront également de réduire les inégalités d'accès au sein de la population.

Vous associez souvent l'humain au numérique. Sont-ce là des sujets clés pour Orange Madagascar ?

Nos engagements en faveur de l'inclusion numériques sont nombreux et ont un impact réel auprès de la population. L'exemple le plus frappant est sans doute le succès rencontré par Orange Digital Center (ODC) Madagascar. L'ODC se veut être un principal levier d'inclusion numérique pour renforcer les compétences numériques par l'autonomisation des jeunes, des femmes et des enfants dans les zones rurales et urbaines. Il réunit les 4 programmes stratégiques du groupe Orange qui sont tous gratuits. Depuis son déploiement, plus de 2.500 apprenants ont été formés au sein d'Orange Digital Center, dont 60% de jeunes femmes. Parmi les sortants, plus de 800 sont insérés professionnellement. Mais nous allons encore plus loin dans notre mission d'acculturation du numérique au plus grand nombre. Au sein de nos plus de 42 Maisons Digitales pour les Femmes dans l'ensemble des régions de Madagascar, nous formons les femmes sans qualification et

sans emploi au numérique. Nous offrons aux femmes une formation de longue durée. Plus de 11.000 femmes ont été formées depuis le déploiement du programme. À travers le Programme Écoles numériques, Orange Madagascar s'engage fortement en faveur de l'inclusion numérique, et contribue à la réduction de la fracture numérique, à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, à favoriser l'égalité des chances des élèves en matière d'éducation numérique, quel que soit leur lieu de vie ou leur origine sociale, et à cultiver l'usage des outils numériques au niveau des établissements scolaires. Plus de 250 Ecoles Numériques ont été déployées partout à Madagascar, et plus de 400.000 élèves et enseignants bénéficient du programme. Nos actions sociales sont principalement déployées par notre association Orange Solidarité Madagascar, qui décline les programmes de la Fondation Orange à Madagascar.

La formation au numérique est une chose. Mais le marché du travail reste compliqué pour la jeunesse malagasy.

C'est une réalité. Les jeunes diplômés manquent de réseaux et de dispositifs d'appui pour identifier ces opportunités professionnelles et s'insérer dans la vie active. Le secteur tech offre portant de nombreux postes à pourvoir à Madagascar, c'est un bassin de 30.000 emplois directs pour les jeunes Malagasy. Avec nos fidèles partenaires en quête de ressources humaines, nous avons commencé à déployer diverses solutions pour apporter une solution concrète à cette problématique. Nous avons ainsi mis sur pied le plus grand salon des emplois du numérique à Madagascar, Zah@Geek. En 2023, les deux éditions ont rencontré un succès immense, cumulant plus de 7.000 visiteurs et 4.000 CVs reçus. Un engouement populaire que nous ne manquerons pas de rééditer car nous croyons au rôle fondamental d'Orange pour mettre en face les entreprises et les demandeurs d'emploi.

Orange Madagascar est-elle également présente sur le sujet de l'environnement ?

Evidemment oui. L'environnement est absolument l'affaire de tous, et nous sommes convaincus que, chacun à notre niveau, nous nous devons de préserver l'environnement et le climat. Ce sont là des problématiques qui nous tiennent à cœur en tant qu'opérateur responsable. A Madagascar, comme dans d'autres pays du continent africain, nous avons déjà mené plusieurs actions pour réduire notre impact environnemental, et des efforts considérables sont consenties pour réduire les émissions directes et indirectes de CO2 et contribuer au développement de l'économie circulaire. Depuis plusieurs années, nous avons recours à des équipements reconditionnés pour être utilisés dans certains métiers, afin de réduire l'empreinte carbone liée à la fabrication tout en réduisant les coûts. Mais nous ambitionnons également d'augmenter la part d'énergie renouvelable dans nos activités pour réduire l'émission de carbone. Cela passe notamment par la solarisation des data centers, ou encore le déploiement de fonctionnalités Green sur le réseau mobile. Pour en revenir au numérique, qui est aujourd'hui intimement lié à l'entrepreneuriat. Dans quelles mesures Orange Madagascar peut-elle jouer un rôle majeur? Madagascar est une terre d'opportunités, et cela se sent. Cette volonté des jeunes Malagasy à innover

et à entreprendre, c'est franchement impressionnant. Pour décoller, ils ont besoin d'un coup de pouce, d'un accompagnement. C'est ce que nous faisons avec Orange Digital Center ou d'autres instances comme la Maison de l'entrepreneuriat. Avec Orange Fab, nous soutenons l'entrepreneuriat malgache, en repérant et promouvant les initiatives numériques qui dans le cadre de la révolution numérique, bouleversent la manière de se soigner, de cultiver, de s'impliquer dans la société civile, d'apprendre, ou de vivre en milieu rural. Avec les FabLabs Solidaires, nous permettons aux jeunes de mettre sur pied un projet en apprenant à se servir des imprimantes 3D, des fraiseuses numériques, des découpeuses laser. Ils développent ainsi à la fois des compétences techniques, numériques et transverses telles que la gestion de projet et le travail en collectif qui seront des atouts quel que soit leur métier de demain. Et Orange propose le concours panafricain Prix Orange de l'Entrepreneur Sociale en Afrique et au Moyen Orient pour stimuler l'entrepreneuriat. Les vainqueurs pourront être incubés et les start up financées par nos soins.

Demain, quel est l'objectif pour Orange Madagascar?

Notre ambition reste intacte. Et en développant l'infrastructure des télécommunications, tout en démocratisant l'accès à internet haut débit, Orange contribue significativement au développement des activités économiques et sociales de Madagascar. Mais cela passe nécessairement par de nouveaux investissements, et ce, dans plusieurs domaines dont le réseau que nous renforcerons davantage afin d'absorber les usages en constante augmentation. Globalement, nous ambitionnons de doubler la couverture réseau en 2024 pour couvrir 90% de la population. Nous sommes aussi en train d'accélérer les déploiements de la 4G. Pour assurer ce développement, il est nécessaire d'aider à la mise à disposition de tous les Malagasy de smartphones 3G et 4G, accessibles et bénéficiant d'un régime de taxation qui ne dissuade pas l'économie numérique. Et comme le renouvellement de notre licence, nous ouvre le champ des possibles, plusieurs projets autour de la fibre optique sont à l'étude, sans parler du déploiement de la 5G qui est en cours dans les centres urbains. Le client peut s'attendre à l'arrivée de nouveaux services bientôt. Dans le domaine de l'inclusion numérique, de la formation et de l'employabilité des jeunes, là aussi nous mettrons un coup d'accélérateur. Afin notamment de renforcer l'impact d'Orange Digital Center Madagascar, des ODC Clubs seront déployés dans de nombreuses villes de province. Acteur stratégique de l'inclusion financière à Madagascar, impliqué depuis 13 ans dans la digitalisation de l'économie locale, Orange Money est aujourd'hui la solution de paiement la plus digitale du marché Malagasy. Orange Money s'affirme comme le service de paiement mobile de référence à Madagascar. Dans un pays où le taux de bancarisation reste très bas et où les services financiers restent encore trop souvent réservés à un petit nombre, nous sommes convaincus que nous pouvons encore innover au service du plus grand nombre, notamment pour le développement de l'inclusion financière. Récemment nous avons ouvert ce service Orange Money à tous les Malagasy, quel que soit leur opérateur téléphonique.

Douane : Le Smart scanning s'installe au Port de Toamasina

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 JANVIER 2024

Particulièrement innovante. C'est ce que permettra l'inauguration du Smart scanning au terminal conteneur du Port de Toamasina, ce 26 janvier, à la célébration de la Journée internationale de la douane. L'annonce a été faite, hier, à son bureau à Antaninarenina par Ernest Lainkana Zafivanona, directeur général des douanes. « Il nous a fallu trois ans pour le mettre en place. De la conception du plan à la construction. Mais cela valait la peine. Quand on sait que désormais 98% des marchandises à l'import-export vont être dédouanées en trois heures. Ce qui va permettre aux exportateurs de mieux rentabiliser leurs productions et aux importateurs de bénéficier d'une réduction des coûts dans les opérations au port. Ce qui devrait avoir des retombées positives pour l'économie nationale », a soutenu le directeur général des douanes. L'avenir s'annonce radieux grâce à cette machine du futur qui fera gagner du temps à tous les acteurs. « Auparavant, les conteneurs ont passé en moyenne trente heures devant le scanner. Les nouvelles technologies utilisant l'Intelligence artificielle mettront fin à cette lenteur administrative », souligne encore le directeur des douanes.

Surveillance stricte

Pour Ernest Lainkana Zafivanona, « le plan stratégique de quatre axes et les trente-et-un programmes de modernisation de la douane se concrétisent avec l'appui et le soutien des bailleurs de fonds et des partenaires techniques et financiers. La douane malgache a bénéficié du soutien d'au moins une vingtaine de ces entités. Sans compter le partage de compétences et d'expériences par le biais des échanges entre les deux parties ». Le thème choisi pour cette célébration l'atteste. « Pour une douane



mobilisant ses partenaires historiques et nouveaux autour d'objectifs clairs ». D'ici la fin de cette année, 75% des trente-et-un programmes de modernisation vont être achevés. Ce taux de réalisation est aujourd'hui à 53%. Ces changements, selon le directeur général des douanes, dicteront des nouvelles procédures dans les aéroports. « Les surveillances seront plus strictes et des contrôles serrés pour les envois par fret aérien. Le commerce électronique en vogue actuellement incite aussi à la plus grande vigilance des systèmes de contrôles douaniers. Ce qui nous a permis de détecter une cinquantaine d'infractions sur les pierres gemmes l'an passé. Le service de surveillance douanier a été transformé en direction pour une meilleure efficacité des actions ». Le recours à des drones pour certaines opérations de contrôle aérien du territoire serait aussi envisagé. La douane malgache se met ainsi au même diapason que celle des autres pays modernes du monde. Elle est même en avance sur certains.

Vie d'entreprises : L'imprimerie Niag certifiée Iso 9000

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 JANVIER 2024

Une quart de siècle d'existence est un accomplissement notable, et cela témoigne de l'engagement continu de l'entreprise envers l'amélioration de la qualité de ses services. Il s'agit de la Nouvelle imprimerie des arts graphiques (Niag) qui a célébré hier l'obtention de la certification ISO 9000, version 2015, de son système de management de qualité. C'est Socotec Certification France qui l'a accompagnée dans le processus ayant abouti à ce résultat. « La certification n'est pas une fin en soi, mais appelle de notre part un effort continu, dont nous sommes

pleinement conscients. Nous nous engageons à évoluer et à nous adapter aux futurs changements de l'industrie », a déclaré Lalaina Andriantsitohaina, administrateur général de l'imprimerie. La cérémonie a également marqué un moment significatif de passage de flambeau entre les anciennes et les nouvelles générations de chefs d'entreprise. Lalaina Andriantsitohaina est la petite-fille du fondateur de la Niag, Charles Andriantsitohaina, qui a créé l'entreprise en 1949 et l'a maintenue en activité pendant 75 ans, surmontant les défis socio-économiques et politiques du pays.

Travail : Le contrôle des travailleurs étrangers à renforcer

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 JANVIER 2024

Le ministère du Travail, de l'emploi et de la fonction publique décide de procéder au contrôle des travailleurs immigrés. Les travailleurs étrangers à Madagascar doivent être en situation régulière. Hanitra Razakaboana, à la tête de ce département, a constaté deux travailleurs étrangers en situation irrégulière, lors de sa descente dans une zone franche à Ivato, la semaine dernière. Ils sont à Madagascar pour un regroupement familial. Ils ne disposent pas de permis de travail, alors qu'ils travaillent. « Madagascar est un État de droit. Lorsque les étrangers n'ont pas de permis de travail, comme dans les autres pays du monde,

ils ne doivent pas travailler. Nous avons donc demandé la suspension de ces étrangers irréguliers. Le travail doit être pour les malgaches, en priorité. Si on offre du travail aux étrangers, ils doivent disposer d'une autorisation », a indiqué la ministre du Travail, de l'emploi et de la fonction publique, à l'occasion. La demande d'autorisation de travail n'est pas compliquée. « L'État fait un effort pour s'ouvrir aux autres pays, pour promouvoir l'utilisation des devises. Si ces paperasses ne sont pas disponibles, c'est fait exprès, et cela prouve le mépris de la loi en vigueur à Madagascar », lance Hanitra Razakaboana.

Tourisme : Des mesures prises pour la relance

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 25 JANVIER 2024

Des chantiers colossaux attendent encore le secteur touristique pour réellement acter la reprise de celui-ci. Le maintien de la stabilité, entre autres, figure parmi les défis de cette année.

Une activité de plus en plus intense, des défis qui attendent au tournant. Le ballet aérien dans le secteur touristique reprend peu à peu de son intensité. En effet, la reprise de ce secteur d'activité se confirme mais ne masque pas pour autant les défis auxquels sont confrontés les opérateurs et le tourisme en général pour le pays. Cette année marquera un nouvel élan pour le tourisme.



En effet, les autorités de régulation du secteur envisagent « de dépasser le seuil de 2019 en termes d'arrivées touristiques », qui est de 350 000 touristes. Le fait est qu'actuellement, la Grande île semble afficher des performances remarquables, certes, mais qui sont encore loin de satisfaire les attentes pour ce qui est de la reprise du secteur touristique. « À Madagascar, le nombre d'arrivées touristiques en 2023 a atteint 65%, soit 222 848 touristes. Nous avons pu nous rapprocher du nombre d'arrivées de touristes de 2019, qui était de 350 000 touristes », indique Lova Ratovomalala, directeur exécutif de la CTM. Les défis qui attendent la Grande île pour rendre la reprise effective

sont encore nombreux si l'on s'appuie sur les estimations fournies par les autorités. Le premier challenge se résume au maintien de la stabilité.

Sur la bonne voie

À l'instar d'autres opérateurs économiques, les acteurs du tourisme demandent aussi une stabilité pour pouvoir opérer dans la quiétude et continuer sur la lancée déjà opérée jusqu'ici. « Les opérateurs du secteur touristique ont besoin de stabilité. Certaines conjonctures politiques ou économiques peuvent être des vecteurs de perturbation pour le tourisme. Les efforts de promotion de la destination déjà entrepris par les autorités responsables pourraient en effet être annihilés si la stabilité n'est pas maintenue », confie Jonah Ramampionona, président du conseil d'administration de l'Organisation nationale du tourisme (ONTM). Au-delà de la reprise, le secteur touristique malgache vise également des objectifs à long terme, parmi lesquels figure l'amélioration de la connectivité aérienne pour faciliter l'acheminement des voyageurs et promouvoir davantage le pays. « Les opérateurs du tourisme s'attendent déjà à la promotion de la destination. De son côté, les efforts fournis par l'État pour améliorer les offres de transport aérien sont déjà une bonne chose car cela promeut également l'image de la destination Madagascar », souligne Jonah Ramampionona. À l'échelle internationale, la relance, semble-t-il, est sur la bonne voie. À en croire le baromètre de l'Organisation mondiale du tourisme, le tourisme international a atteint, à la fin de l'année dernière, 88% de son niveau d'avant la crise sanitaire mondiale en 2019, soit 1,3 milliards d'arrivées internationales. Et lui d'ajouter que « Quand l'image du pays est bonne, ce sont tous les secteurs d'activités qui en profitent ». De nouvelles niches de clientèle ont été prospectées et exploitées en 2023. Près de vingt magazines internationaux ont consacré de nombreuses pages à Madagascar, si l'on se réfère à un rapport du ministère du Tourisme.

Secteur minier : L'accroissement des recettes d'exportations dans le viseur

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 25 JANVIER 2024

Le secteur minier à Madagascar connaît actuellement une période de relance et de perspectives encourageantes. La reprise du secteur est confirmée, avec l'État cherchant à capitaliser sur les recettes d'exportations provenant des activités de recherche et d'exploitation minière. La résilience du secteur minier a été un contributeur significatif à l'économie nationale pendant la période de reprise post-crise sanitaire. Les années post-Covid ont été difficiles pour de nombreux secteurs économiques à Madagascar, mais les recettes d'exportations ont été soutenues par la reprise des exportations minières et la demande mondiale croissante. Selon la Banque mondiale, le secteur minier aurait représenté environ 30% de la croissance du Produit intérieur brut réel entre 2013 et 2019, dépassant ainsi d'autres secteurs tels que la construction, les travaux publics, les télécommunications, la banque et les services commerciaux. Le secteur extractif semble être en mode relance, avec de nouveaux ajustements dans la gestion des ressources minières à Madagascar. La Banque africaine de développement souligne dans son rapport-pays 2023, l'adoption récente d'un nouveau code minier, d'une nouvelle



loi sur les investissements et d'un régime fiscal applicable dans le secteur, s'attendant à ce que cela incite le secteur privé à investir dans l'industrie de transformation minière en utilisant des technologies appropriées.

Croissance significative

Le gouvernement malgache mise également sur les recettes générées par l'exploitation et les activités de recherche minière, en mettant en place un régime fiscal

applicable dans le secteur. L'objectif est d'augmenter les ressources issues du secteur extractif en attirant des investissements locaux et internationaux tout en maximisant les revenus provenant de ces investissements. « Le secteur privé malgache devrait tirer profit des opportunités du riche capital naturel du pays pour réaliser des investissements verts et la croissance verte », projette un responsable du ministère de l'Économie et des finances (MEF). Selon les

projections du MEF, le secteur extractif devrait afficher une croissance significative dans les années à venir. La croissance de ce secteur secondaire devrait s'établir à 5,1% en 2024, avec une croissance attendue de 7,2% pour les industries extractives. Ces chiffres positifs sont attribués à un contexte favorable tant au niveau national, avec l'application du nouveau code minier, qu'au niveau international, en lien avec la transition vers l'énergie verte.

Élevage et agriculture : La production de maïs doit augmenter

MIANGALY RALITERA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 25 JANVIER 2024

Madagascar doit doper sa production en maïs. Elle ne suit pas le rythme de la demande. « Nous utilisons du maïs, du manioc, entre autres, dans nos activités. Si la production de manioc est satisfaisante, ce n'est pas le cas du maïs. L'an dernier, sa production a été très insuffisante. Cette année, elle s'est améliorée. Mais nous avons besoin d'un plan national pour améliorer notre production en maïs. », déclare Rivo Andriamanalina, directeur général et propriétaire du groupe Arbiochem. C'était à Ambohimangakely, hier, dans le cadre de la cérémonie de célébration de l'obtention de la certification ISO 9001 de la société Activo, spécialisée dans

le développement de projets liés à l'élevage, et de la clinique vétérinaire, VetCare Madagascar, qui appartiennent à ce groupe. Madagascar produirait, autour de 215 000 tonnes de maïs, par an. Alors que les besoins de consommations annuelles de céréale s'élèveraient à près de 230 000 tonnes, selon les données du Département américain de l'agriculture (USDA). Rivo Andriamanalina parle d'un besoin de 500 000 tonnes par an. La quantité de production dépend de plusieurs facteurs, dont la météo. En cas de déficit de pluies, elle diminue.

Projet Apemba: pour l'amélioration de la production agricole malgache

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 25 JANVIER 2024

Les Etats-Unis et Madagascar lancent un partenariat pour améliorer la culture d'arachide, de sorgho et de millet afin d'assurer la sécurité alimentaire dans la Grande île, sous le nom de projet « Apemba » financé par l'USAID à hauteur de 2,5 millions de dollars et mené dans 6 régions de Madagascar, pour une durée de deux ans.

Les tenants et aboutissant du « Apemba » ont fait l'objet d'une conférence, hier à l'hôtel Radisson Blu, avec la participation des experts en culture d'arachides, sorgho et millet, ainsi que des responsables dans le domaine de l'agriculture à Antananarivo. Selon les explications de la représentante de l'USAID, Anna Brenes, le Projet agricole de renforcement de l'activité commerciale du sorgho, du millet et de l'arachide à Madagascar inscrit dans le projet du gouvernement américain « Feed The Future », vise à réduire l'insuffisance alimentaire chez les femmes et des enfants et améliorer la production agricole, dans six régions de Madagascar (Menabe, Boeny, Androy, Ihorombe, Atsimo Andrefana et Bongolava). « Le projet a pour but d'accroître la productivité et la rentabilité des agriculteurs en introduisant des variétés adaptées, en renforçant les chaînes de valeur des filières sorgho, millet et arachide,

en soutenant le programme national d'agriculture et en favorisant la transformation des produits », indique pour sa part le ministère de l'Agriculture et de l'élevage dans son communiqué. En effet, 14 nouvelles variétés d'arachide, 15 nouvelles variétés de sorgho et 64 lignées de millet sont introduites dans les sites du Fofifa à Antananarivo et à Morondava, pour évaluer leur capacité d'adaptation.

« Le projet collabore avec diverses entités, pour ne citer que le ministère de l'Agriculture et de l'élevage et surtout avec le Fofifa » rajoute la représentante de l'USAID, tout en soulignant qu'« il travaille avec deux universités américaines, celles de Géorgie et de Kansas qui font des recherches sur ces denrées », dont les résultats obtenus seront appliqués à Madagascar.

Objectif du Fofifa

« Le Fofifa a pour objectif d'améliorer le secteur tout entier, de la production jusqu'à la consommation » explique le professeur Lala Razafinjara, directeur général du Fofifa. Il a aussi précisé que « Des recherches seront menées sur la transformation et la consommation, car les personnes venant des autres régions, à part le Sud, ne sont pas habituées à consommer ce genre de produit ».

Transformation et inclusion numérique : Visite concluante de la direction d'Ericsson à Madagascar

RA. | LES NOUVELLES | 25 JANVIER 2024

Ericsson se veut être un acteur engagé dans la transformation et l'inclusion numérique en Afrique et notamment à Madagascar. Récemment, l'équipe de la direction d'Ericsson de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique, a rendu visite à des partenaires clés, des

clients, des parties prenantes malgaches et des leaders de l'industrie malgaches, qui n'a rien d'ordinaire.

Cette visite bien prometteuse renforce davantage l'engagement du groupe à accompagner Madagascar dans des démarches vers la transformation et l'inclusion numérique,

à l'heure où les technologies de l'information et de la communication (Tic), sont en pleine expansion. Cela a aussi permis d'explorer des possibilités de collaboration, « pour tirer parti des innovations d'Ericsson afin d'étendre l'accès au haut débit mobile, favoriser l'inclusion numérique, créer des opportunités illimitées pour les individus, autonomiser les entreprises et transformer les communautés », a souligné le groupe Ericsson dans un communiqué. En fait, la vision #AfricaInMotion d'Ericsson est d'accélérer l'inclusion en exploitant la puissance de la technologie non seulement pour une meilleure connectivité, mais aussi « pour stimuler la numérisation et soutenir le développement durable et le progrès économique sur l'ensemble du continent ». Et le meilleur moyen de donner corps aux ambitions est d'aller à la rencontre de ses partenaires et clients et de s'entretenir avec les parties prenantes et les leaders de l'industrie. D'ailleurs, les statistiques parlent d'elles-mêmes. Selon l'édition de novembre 2023 du Rapport Ericsson sur la mobilité, les abonnements mobiles en Afrique subsaharienne devraient connaître une croissance annuelle de 3%, passant de 940 millions en 2023 à 1,1 milliard en 2029. Le rapport souligne que la 5G est le type d'abonnement qui connaîtra l'expansion la plus rapide au cours de cette période.

Des produits innovants

Et autant dire qu'Ericsson contribue déjà à cette croissance en introduisant de nouveaux produits innovants dans la

région, notamment la Radio 6626. D'après les explications, « c'est une radio unique à trois secteurs et à double bande, qui va aider les fournisseurs de services de communications de la région à augmenter leur capacité de fréquence 5G en Frequency Division Duplex (FDD), tout en réduisant les coûts et l'empreinte, jusqu'à 50% de consommation d'énergie en moins ». Ericsson améliore constamment les réseaux de la région en utilisant le portefeuille de logiciels cognitifs Ericsson et des technologies basées sur l'IA, en évaluant les exigences futures du réseau par le biais d'une surveillance active et de prévisions prédictives. Présent à Madagascar depuis des décennies en nouant des partenariats avec des opérateurs de téléphonie mobile, pour fournir une infrastructure de réseau fiable et avancée, Ericsson n'a cessé d'améliorer constamment les réseaux de la région, avec la mise en œuvre du portefeuille de logiciels cognitifs Ericsson et des technologies basées sur l'IA, aux regards des exigences futures du réseau, par le biais d'une surveillance active et de prévisions prédictives. Dans le domaine du partenariat, en 2023, Ericsson et Axian Telecom ont noué leur collaboration, lors du Mobile World Congress, visant à améliorer les opérations d'Axian Telecom à Madagascar. « Cela comprend la revitalisation du réseau d'accès radio (RAN), de l'infrastructure de transport micro-ondes et des réseaux centraux de Telma Madagascar ».

Filière vanille : Les coopératives autorisées à exporter

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 JANVIER 2024

Une révolution se produit dans la filière vanille. Après l'application de la loi sur les sociétés coopératives, elles sont désormais autorisées à exporter leurs produits.

Le début d'une ère nouvelle». Voilà comment est perçue la réforme opérée dans la filière vanille pour cette campagne d'exportation. En effet, les coopératives sont désormais autorisées à exporter de la vanille au même titre que les entreprises. Cette révolution ne passe pas inaperçue dans le monde de la vanille malgache. Elle permet ainsi à ces producteurs à la base de rentabiliser leurs produits et de les commercialiser à l'international.



Il fallait s'y attendre, surtout après la mise en vigueur de la nouvelle loi sur les sociétés coopératives, dont les réformes commencent déjà à être effectives. Ainsi, à l'instar des autres opérateurs économiques et entreprises, la vanille produite par les paysans et producteurs sera directement écoulee sur le marché, sans avoir recours à d'autres moyens. Cela, bien évidemment, à condition d'être regroupés au sein d'une coopérative. Selon les explications fournies par le ministère de l'Industrialisation et du commerce, les coopératives sont

maintenant considérées comme des entreprises capables d'exporter. Ceux qui forment les coopératives deviennent alors des membres associés et non plus ordinaires. « Les coopératives regroupent les paysans producteurs à la base. Afin qu'elles puissent tirer profit de leurs produits, à l'instar de la vanille, le MIC a mis en place la loi sur les coopératives. Cela leur permet d'exporter de la vanille comme tous les opérateurs économiques, du moment qu'elles remplissent les conditions requises et restent dans le cadre légal », indique Isidore Razanakoto, directeur général du commerce auprès du MIC. Elles sont quatre-vingt-seize sociétés à avoir reçu leurs agréments, classées en deux catégories distinctes : celles des artisans et celles de type industrielle I et II.

Savoir-faire

L'application de telles mesures nécessite évidemment un suivi et un contrôle strict. En effet, il s'agit de la première fois que les membres d'une coopérative participent à un commerce extérieur. Elles ne sont pas sans savoir que celui-ci est régi par des réglementations strictes. Après l'octroi des agréments et de l'autorisation d'exportation, les exportateurs qui sont inscrits dans la catégorie « Artisans » dans la liste établie par le MIC seront épaulés par le ministère. Les appuis en termes de savoir-faire, mais aussi par rapport à l'administration et la fiscalité seront ainsi promulgués par les autorités compétentes. La qualité des produits et la chaîne d'approvisionnement de la vanille ne seront pas laissées au hasard. « Le rapatriement de devises et la régularité fiscale sont des conditions sine qua non pour obtenir un agrément. Ceux qui veulent exporter de la vanille doivent aussi disposer d'autres dossiers requis par le ministère. Il y a par exemple les agréments magasins, une lettre d'engagement attestant du fait que la société n'utilise pas de mineurs dans ses activités. Ceux qui n'ont

pas encore exporté de la vanille ont aussi besoin d'une lettre d'engagement à rapatrier les devises une fois l'agrément reçu », explique Isidore Razanakoto. C'était en septembre 2023 que le ministère du Commerce a lancé un appel à tous ceux qui sont prêts à exporter de la vanille. Le mois

de décembre a vu la sortie des agréments pour la catégorie Industrielle I et II pour les quatre-vingt-quatorze sociétés exportatrices comprises dans la catégorie « Artisans », elles pourront, quant à elles, exporter près de deux tonnes et demi pour cette campagne.

Énergie : Mobilisation contre les problèmes d'électricité

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 JANVIER 2024

Sur le pied de guerre. La majorité des dispositifs pour mettre en œuvre la lutte contre les problèmes d'électricité sera enclenchée dans les cent jours à venir. Le dernier Conseil des ministres annonce une série de mesures « urgentes » à mettre en œuvre pour prendre à bras-le-corps le problème des coupures d'électricité devenu lancinant ces derniers temps. Une course contre la montre de cent jours dans laquelle s'est lancé l'État, qui veut mettre le paquet afin de « prioriser la lutte contre ce phénomène » et de débiter les grands projets, censés être des solutions au délestage. Construction de nouvelles centrales hydroélectriques, solaires et distribution de kits solaires, les moyens déployés sont conséquents. Parmi les projets à mettre en œuvre par le ministère de l'Énergie et des hydrocarbures (MEH) et les contribuables, figure la mise en place de quarante-sept centrales solaires « à débiter impérativement dans les cent jours et à continuer jusqu'au mois de juin 2024 », peut-on lire dans le compte-rendu de la réunion hebdomadaire du gouvernement. Des mesures impératives pour passer à la vitesse supérieure en termes de transition énergétique et de solution aux coupures d'électricité, pénalisant les usagers. Ainsi, les autorités prennent à bras-le-corps les

difficultés flagrantes essuyées par le pays en termes de production énergétique. La plupart des projets lancés sont colossaux. Il y a également la mise en place de la centrale thermique d'Ambohimambola, permettant d'augmenter la capacité de production électrique au niveau du Réseau interconnecté d'Antananarivo. « Le projet est déjà en cours de réalisation. Il est envisagé être terminé dans les plus brefs délais », indique-t-on. L'extension de la centrale thermique d'Ambohimambola devrait être terminée cette année. Cet investissement dans l'énergie thermique répond à un besoin pressant des consommateurs mais le MEH poursuit entre-temps l'hybridation des autres centrales ou la construction de nouveaux parcs solaires. Le commencement de chantiers dont le début a été réclamé depuis des années ont également été annoncés. Il s'agit du lancement des projets d'aménagement des centrales hydroélectriques de Volobe et de Sahofika. La première centrale pourra fournir une puissance de 750 GWH par an sur le réseau interconnecté de Toamasina, tandis que Sahofika pourrait générer jusqu'à 1 650 GWH annuellement ainsi que d'une capacité installée de 200 MW pour le Réseau interconnecté d'Antananarivo.

Pépinières industrielles : L'Onudi apporte son soutien

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 JANVIER 2024

Les initiatives de pépinières industrielles enclenchent leur vitesse de croisière, d'autres réalisations attendent cependant le ministère de l'Industrie et du commerce dans la poursuite de la lancée pour le développement industriel. C'est dans ce contexte que l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (Onudi) entend appuyer la Grande île dans la concrétisation de celles-là. À cet effet, cette branche onusienne collaborera avec le ministère de l'Industrialisation et du commerce afin de trouver des développeurs de projets. Ce sera dans l'optique d'accélérer encore plus les projets de pépinières et de zones industrielles. Une rencontre s'est tenue, hier, entre les représentants de l'Onudi et Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du commerce et ses collaborateurs au sein de ce département. « Le ministère s'active dans la réalisation des objectifs fixés par l'État pour ce second mandat. Parmi les défis que s'est fixé le ministre de l'Industrialisation et du commerce, Edgard Razafindravahy, figure la mise en place d'une trentaine d'unités industrielles qui restent encore à installer, mais aussi la mise en fonction de celles déjà montées sur pieds », annonce le MIC dans un communiqué, hier. L'Onudi possède l'expérience nécessaire ainsi que les techniciens du développement industriel.

Développeurs de projets

Raison pour laquelle cette ramification de l'ONU va apporter son soutien dans la recherche de développeurs de

projets qui pourront soutenir les avancées de la Grande île dans la mise en place de pépinières et de zones industrielles. Faut-il rappeler que l'Onudi soutient les collaborateurs désireux de s'engager sur la voie du développement industriel. Ce soutien porté par cette organisation témoigne ainsi du sérieux des projets d'industrialisation mis en place par Madagascar. Les deux parties iront d'ailleurs à Vienne d'ici peu pour rencontrer les développeurs de projets afin de procéder à la concrétisation des prochains projets de développement industriel et de pépinières. « Cela ne s'arrêtera pas aux discussions autour d'une table. Elles se traduiront directement en actions concrètes afin d'impacter le développement de la population à la base », confie, pour sa part, Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du commerce. Les techniciens et opérateurs malgaches seront également formés à travers des échanges et des transferts de compétences qui s'avèrent nécessaires pour les projets à venir. « Il y aura une collaboration étroite entre l'Onudi et le MIC par rapport à l'envoi de techniciens spécialisés pour soutenir le développement des petites industries. Cela se fera sur toutes les étapes, depuis l'installation des unités en passant par la formation des opérateurs économiques et jusqu'à la mise en fonction de ces pépinières industrielles », indique-t-on.

Fara Rabeson, coach-formateur en entrepreneuriat: “Entreprendre n’est pas un long fleuve tranquille”

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | LES NOUVELLES | 26 JANVIER 2024

L’univers de l’entrepreneuriat rime avec défis et opportunités au quotidien. Fara Rabeson fait partie de ces guides qui peuvent orienter vers le succès. Entretien.

Depuis quelques années, l’entrepreneuriat est devenu une tendance et un synonyme de réussite notamment auprès des jeunes. D’après vous, qu’est-ce qui explique cet engouement ?

Cela est dû au taux de chômage élevé. L’entrepreneuriat se présente comme une alternative et un idéal pour se constituer une source de revenus. On a tendance à l’oublier, mais entreprendre veut dire trouver une solution en répondant à un besoin et les gens oublient vite la réalité du marché. Entre temps, un business s’est développé avec ceux qui s’autoproclament coaches ou spécialistes en accompagnement d’entreprise, alors qu’un minimum de qualification est requis pour cela. Etre formé est une chose. D’autres paramètres comme l’accès à toutes les législations, les autorisations, les questions fiscales doivent être prises en compte quand on veut entreprendre. Il faut une prise de conscience de la situation économique à Madagascar. Au fil des années, on constate la diminution du pouvoir d’achat des Malagasy et il devient difficile de commercialiser un produit ou un service. C’est à l’entrepreneur de s’adapter aux clients et non le contraire.

Qu’est-ce qui manque à l’environnement économique à Madagascar ?

J’estime que l’appui au secteur privé doit être renforcé : il faut faciliter et booster la production locale et éviter de tout importer. Acheter le “vita malagasy” est une nécessité même si cela n’est pas facile à cause du pouvoir d’achat. Ce qui se passe actuellement à Madagascar, c’est qu’une minorité d’entreprises travaillent avec une autre minorité et il est très difficile pour les nouveaux arrivants pénétrer le marché et d’intégrer ce cercle très fermé. Le soutien et la facilitation de la part de l’Etat pour accéder au marché s’avère insuffisant, que ce soit en termes de fiscalité ou d’infrastructures. Les entrepreneurs essaient tant bien que mal d’entrer dans le cercle, d’autres réussissent et certains finissent par abandonner. Il reste beaucoup d’effort à déployer et l’accompagnement ne fait pas de miracle !

Dans le cadre de vos activités de coaching, quels sont les secteurs d’activités les plus prisés ? Quel genre de public fait appel à vos services ?

Les domaines sont variés mais ceux qui reviennent le plus sont l’agro-alimentaire, l’économie bleue et l’économie verte. Une partie de ceux qui sollicitent un accompagnement

sont des personnes en reconversion professionnelle. L’entrepreneuriat n’est pas fait pour tout le monde et justement, ma première tâche est d’aider la personne à se découvrir. Il faut aussi qu’elle pose des questions si la nouvelle voie qu’elle veut emprunter lui convient, car entreprendre n’est pas un long fleuve tranquille. Vient près l’accompagnement sur le modèle d’affaire pour aider la personne à structurer le projet, à chercher les clients et à concevoir les stratégies commerciales. Mon accompagnement est plutôt orienté sur le marché. La plus prisé par les bénéficiaires est la partie commercialisation mais n’oublions pas les autres tâches en amont, avant de commercialiser.

Combien de temps peut durer un coaching ?

Cela dépend de la volonté de tout un chacun. Cela peut prendre trois mois jusqu’à un an. Le coaching que je propose est plutôt dans l’action. La personne coachée expose une problématique, j’apporte les solutions concrètes à appliquer et à réajuster si besoin.

Comment avez-vous atterri dans de monde de l’entrepreneuriat ?

Après un échec à l’Université d’Antananarivo, j’ai étudié le commerce international à l’Iscom. Par la suite, j’ai exercé plusieurs métiers en rapport avec le commercial. J’ai travaillé en tant qu’agent front office auprès d’une banque primaire. Ensuite, j’ai donné ma démission pour me lancer dans l’entrepreneuriat en essayant de créer mes entreprises. Plus tard, je me suis mise au bénévolat pour partager mon parcours. Je me suis vite rendue compte que les « failure story » intéressent les gens. J’ai donc décidé de reprendre les cours en entrepreneuriat et accompagnement, principalement en ligne auprès d’une université canadienne. Aujourd’hui, je suis à la tête de l’association In Charge qui accompagne les TPE (très petites entreprises), les startups et les chercheurs d’emplois pour faire évoluer leur société à travers tout le pays et qui se veut un lien entre l’entrepreneuriat et la création d’emplois. Et enfin je suis manager de FreeSell, qui propose des formations-accompagnement et de la représentation commerciale.

En quoi consiste une représentation commerciale ?

C’est un service proposé aux entreprises qui ont des difficultés à vendre leurs produits, il revient donc à l’équipe de FreeSell d’étudier le marché puis de vendre les produits. Nous constatons que certains produits ne sont pas adaptés au marché. Dans ce cas-là, on doit les accompagner pour réajuster le tir et surtout leur demander de communiquer, mais pour cela, il faut des fonds.